



**RENFORCEMENT
DE LA
RÉSILIENCE ET
LEADERSHIP
DES FEMMES AU
BANGLADESH**



OXFAM

RENFORCEMENT DE LA RÉSILIENCE ET LEADERSHIP DES FEMMES AU BANGLADESH

1 Vue d'ensemble

Informations relatives au programme

Nom	Résilience à travers l'autonomisation économique, l'adaptation aux effets du changement climatique, le leadership et l'apprentissage (REE-CALL pour son sigle en anglais)
Pays	Bangladesh
Budget	11,4 millions de livres sterling
Date de début	Octobre 2010
Date de fin	Mars 2017 ¹
Bailleurs de fonds	Projects Direct (Oxfam), ANCP/Australian Aid, H&S Davidson Trust, Ministère du développement international britannique (DFID), affiliés d'Oxfam

Analyse du problème

Le Bangladesh est l'un des pays les plus souvent dévastés par des catastrophes naturelles liées au changement climatique. L'impact sur les secteurs économiques tels que l'agriculture ou l'élevage et sur les ressources est considérable. La vie des habitants et leurs moyens de subsistance sont de plus en plus touchés par les inondations, cyclones, raz-de-marée, crues soudaines et autres phénomènes météorologiques extrêmes et à déclenchement lent qui frappent le pays. Les femmes et les hommes vulnérables sont les plus durement touchés, en particulier celles et ceux vivant dans les régions de Char (îles fluviales), Haor (zone marécageuse) et sur le littoral.

70 % de la population rurale pauvre est lourdement tributaire de l'agriculture pour vivre et 60 % de la main d'œuvre travaille dans le secteur agricole. De plus, le secteur privé ne reconnaît pas les coûts des mesures adaptées au changement climatique et n'investit pas à cet égard. Il ne reconnaît pas non plus les effets du changement climatique sur l'agriculture familiale.

Au cours des dix dernières années, le pays a réalisé des progrès considérables en matière de réduction de la pauvreté et d'autres indicateurs de développement social. Toutefois, 31,5 % de la population vit toujours sous le seuil de pauvreté², tandis que 12 % vit dans la pauvreté extrême. L'exclusion des personnes pauvres du processus politique est à la fois une cause et une conséquence de cette situation ; elles n'ont aucun pouvoir sur des décisions qui les concernent.

Les femmes pauvres doivent faire face à leurs propres défis. Leur mobilité et leur participation sont restreintes en très grande partie par les normes sociales patriarcales et en ce qui concerne l'éducation, elles ont moins d'opportunités après l'adolescence. Elles disposent d'un accès limité à la propriété foncière et aux biens de production. Leurs connaissances et les informations dont elles disposent sur l'accès au marché sont aussi limitées et en raison de restrictions politiques, elles ont peu accès au capital, ce qui représente une contrainte en termes d'opportunités commerciales. De plus, les responsabilités de soins inégales et non rémunérées limitent les opportunités génératrices de revenus et sapent leur rôle au sein de la communauté élargie. Le gouvernement estime que près de 80 % des femmes sont confrontées à des violences conjugales et 47 % des filles sont mariées avant l'âge de 16 ans³. Exacerbé par un fondamentalisme croissant, le système patriarcal traditionnel

influence la culture informelle et les lois nationales. Le faible taux de participation des femmes aux processus décisionnels, au niveau local y compris, ne fait que perpétuer un cercle vicieux discriminatoire et marginalisant.

Description

Le programme REE-CALL vise à renforcer la résilience de la population locale face au changement climatique en favorisant l'autonomisation économique et le leadership inclusif. Les cibles sont les personnes extrêmement vulnérables : 225 000 ménages issus de 14 des districts les plus affectés parmi les trois régions les plus vulnérables sur le plan agro-écologique, à savoir Haor, Char et les régions littorales du Sud-ouest et du Centre-sud.

Le programme reconnaît par ailleurs les questions complexes et interconnectées concernant la pauvreté ainsi que l'inaction qui exacerbent la vulnérabilité des femmes et des hommes face au changement climatique et les empêchent de renforcer leur résilience. Il aide les communautés à mieux anticiper les défis climatiques ou conséquences des catastrophes, en reconnaissant le besoin pour une approche complète et intégrée qui traite de l'autonomisation économique, de la réduction des risques de catastrophe et de l'adaptation aux effets du changement climatique, des droits et titres et du leadership des femmes.

Le programme cherche à faire en sorte que les femmes et les hommes courrant le plus de risques face aux catastrophes et au changement climatique au Bangladesh puissent prospérer en dépit des chocs et des changements. À cet égard, il cherche à obtenir les quatre résultats suivants (tous interconnectés) :

- **Une meilleure préparation** : Les organisations de la société civile (OSC) et le gouvernement local sont capables d'anticiper les effets potentiels des catastrophes liées au changement climatique et des changements non climatiques et adoptent les mesures nécessaires pour y faire face. De telles mesures comprennent : la mise en place de banques alimentaires et de fourrage afin de réduire l'insécurité alimentaire transitoire pendant les périodes de soudure ; la mise en place de mécanismes de soutien favorisant la résilience en matière d'eau et d'assainissement ; la création de comités de gestion des catastrophes ; la gestion de centres sur les inondations ou

RENFORCEMENT DE LA RÉSILIENCE ET LEADERSHIP DES FEMMES AU BANGLADESH

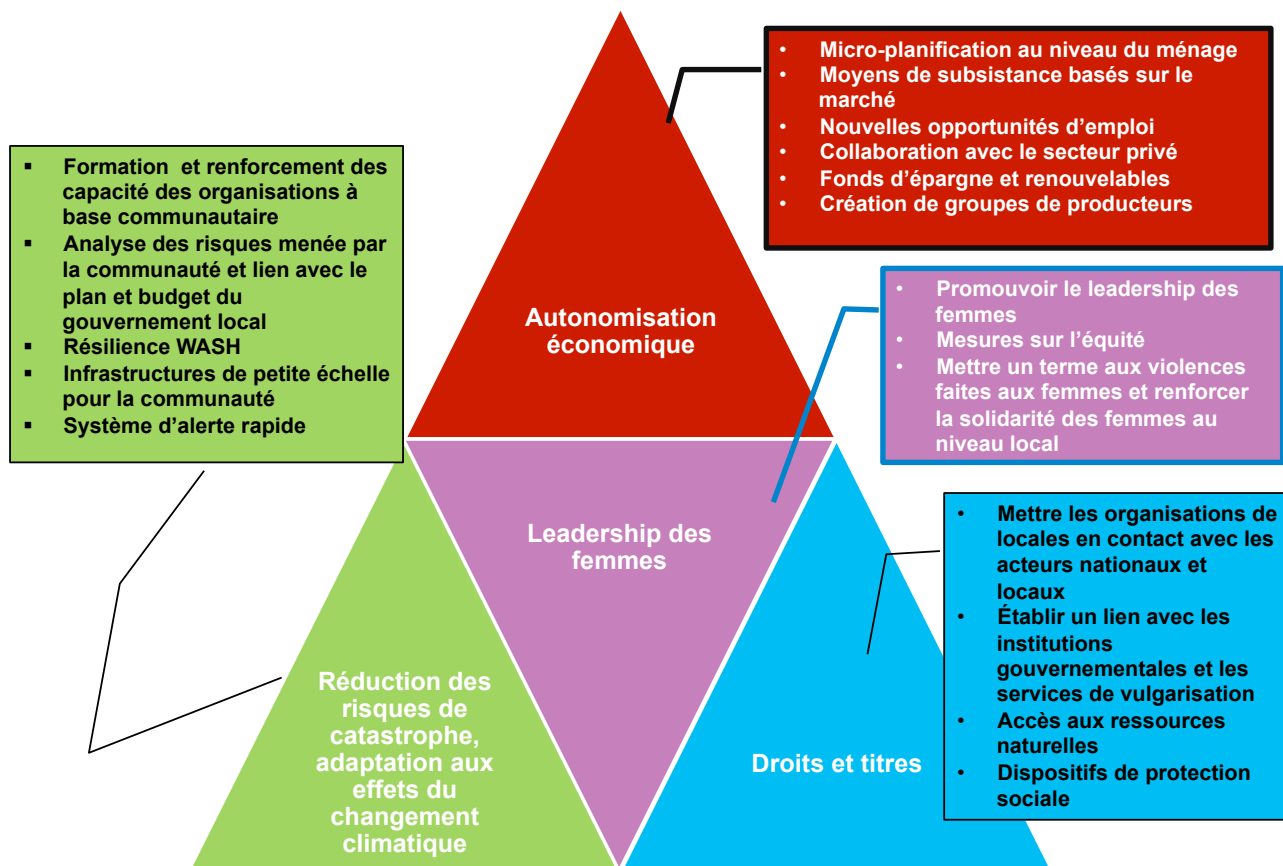
les cyclones et la sensibilisation sur les systèmes d'alerte rapide ; la participation des femmes et des personnes pauvres au processus décisionnel tout en demandant aux détenteurs d'obligations de rendre des comptes, en particulier les institutions gouvernementales locales.

- **Des opportunités d'emploi et de revenu durables :** De telles opportunités sont créées pour les femmes et les hommes via l'accès aux services, aux ressources naturelles et aux marchés. Cet objectif sera atteint en donnant aux femmes davantage de contrôle sur leur revenu et un meilleur accès aux marchés et aux structures de crédit. Il faudra par ailleurs reconnaître, réduire et redistribuer le travail de soin, encourager le secteur privé à collaborer avec les femmes et les groupes de producteurs et productrices issus de l'agriculture familiale et aider les hommes et les femmes à avoir accès aux nouvelles technologies et à les utiliser.
- **Un meilleur usage des politiques et cadres juridiques :** Une mise en place efficace de cadres de travail politiques et juridiques dans les domaines clés (aux niveaux national et

local), à savoir l'agriculture, la réduction des risques de catastrophe, l'adaptation aux effets du changement climatique et la gestion des ressources naturelles. Le programme aidera par ailleurs les membres de la communauté à consolider leurs connaissances eu égard aux politiques, règles et budgets liés à la réduction des risques de catastrophe et à l'adaptation aux effets du changement climatique et ainsi que leur capacité à influencer sur ces derniers. En même temps, les organisations communautaires et de la société civile mettront en place et entretiendront des relations positives avec les détenteurs d'obligations.

- **Revendiquer les droits et titres et promouvoir le leadership :** Utiliser l'action collective et individuelle pour faire en sorte que les ménages vulnérables revendiquent leurs droits, tout en promouvant le leadership transformationnel des femmes et des personnes marginalisées. Le programme aidera les femmes à comprendre leurs droits et à les revendiquer tout en garantissant un meilleur accès aux terres, aux ressources et au temps, ainsi qu'un meilleur contrôle sur ces derniers.

REE-CALL : Transformation en cadre de travail



RENFORCEMENT DE LA RÉSILIENCE ET LEADERSHIP DES FEMMES AU BANGLADESH

2 Résultats obtenus et défis

Résultats obtenus

Au cours des sept dernières années, le programme REE-CALL a obtenu d'impressionnants résultats, comme en attestent des analyses internes et externes. Une évaluation conduite en 2015 a révélé que les revenus des ménages cibles avaient augmenté de 500 %. Les ménages avaient par ailleurs un accès accru aux prêts, de 0,1 % à 18,3 %. Leur niveau d'épargne affichait également une augmentation, de 0,06 % à 87,5 %, à l'instar de leur niveau d'accès aux programmes de protection, passé de 1,5 % à 46,8 %.

En interne, une étude sur les changements les plus importants (actuellement en cours d'achèvement) a révélé quatre changements majeurs : une augmentation des revenus ; un renforcement du leadership ; une amélioration de la situation en matière d'eau, d'hygiène et d'assainissement (WASH) ; une plus grande prise de conscience, un renforcement des connaissances, des compétences et de la participation au processus décisionnel.

L'étude a notamment révélé que le travail réalisé autour des organisations communautaires était considéré comme étant l'élément le plus solide du programme, qui a aidé les membres de la communauté à former leurs propres organisations locales. Si ces dernières affichaient des performances variées, elles ont ouvert un espace propice à l'échange, à la prise de décision et à l'action (tels que l'aide à l'épargne et à l'accès aux prêts) et ont permis de demander aux gouvernements locaux de rendre des comptes. Ces structures ont également renforcé la confiance en elles des femmes et leurs niveaux de participation. De plus, la méthode adoptée quant aux organisations communautaires constitue une mesure de durabilité. Plusieurs organisations sont allées jusqu'à l'enregistrement formel en tant qu'entités légales, elles sont reconnues par le gouvernement local et on s'attend à ce qu'elles continuent à mobiliser les communautés pour revendiquer leurs droits.

La collaboration d'Oxfam avec le secteur privé a également été couronnée de succès avec l'aboutissement sur une forme innovante d'assurance aidant les communautés à faire face à l'imprévisibilité du climat. Le « Flood Insurance Product » a en effet démontré qu'un modèle dont le risque peut être endossé par le secteur privé est réalisable, malgré quelques ajustements à effectuer lors de tests additionnels. De manière générale, l'expérience auprès du secteur privé a été encourageante car les entreprises ont exprimé leur intérêt pour le travail de développement. Même si les communautés ne disposent toujours pas d'un grand pouvoir sur les marchés, les actions de renforcement des capacités du programme REE-CALL ont aidé les organisations locales à comprendre le marché et à diversifier leur production afin de pouvoir mieux négocier avec le secteur privé.

Défis spécifiques

Le bilan à mi-parcours du programme et l'étude sur les changements les plus importants ont montré que le programme REE-CALL a été peu performant en matière de réduction des risques de catastrophe et d'adaptation aux effets du changement climatique, bien que cela fasse partie de ses objectifs. En matière d'anticipation des risques futurs, les communautés ont affiché des connaissances et des capacités limitées. Cela peut être dû au fait que la population a accordé plus d'importance aux risques présents et à court terme qu'aux risques futurs ou encore au fait que le personnel du programme n'avait pas les ressources suffisantes pour amorcer le changement.

À l'avenir, Oxfam s'assurera que les équipes de programme sont mieux formées sur le changement climatique, en particulier sur les chocs climatiques et non climatiques, afin qu'elles puissent participer à la sensibilisation et au renforcement des capacités des communautés et de cette manière, les aider à anticiper et à atténuer les effets du changement climatique. Oxfam a également collaboré avec la *Climate Change Unit* de l'université BRAC au Bangladesh sur le partage de connaissances et de données empiriques afin d'ajuster et de valider le cadre de travail du programme REE-CALL. Étant donné que les mesures liées au changement climatique constituent la base des objectifs finaux du programme d'autonomisation et de moyens de subsistance durables, la conception de la phase suivante sera davantage orientée sur les éléments sociaux et de gouvernance de l'autonomisation, et en particulier sur les femmes.

Enseignements

Passer d'activités d'aide et de mise en œuvre directes à des activités d'autonomisation et d'influence nécessite un changement de politiques, de pratiques et de partenariats.

Avoir un impact à grande échelle requiert des liens solides entre les diverses parties prenantes intervenant dans la mise en œuvre du programme et le travail d'influence, telles que des entités gouvernementales ou des organisations commerciales à différents niveaux (local, national, international). Pour ce faire, il convient de démontrer l'efficacité des méthodes de mise en œuvre et de promouvoir des modèles commerciaux ayant un impact social.

Transformer les structures du pouvoir est un processus à long terme qui nécessite par ailleurs un changement institutionnel et politique ainsi qu'un changement des normes sociales et des pratiques.

Prouver l'impact des technologies de l'information et de la communication (TIC) demande des outils de suivi et des lignes directrices solides et adaptés au contexte.

Les questions liées au changement climatique peuvent être un point d'entrée pour favoriser l'autonomisation des communautés et les moyens de subsistance durables.

RENFORCEMENT DE LA RÉSILIENCE ET LEADERSHIP DES FEMMES AU BANGLADESH

3 Partenariats et liens avec d'autres programmes d'Oxfam

Partenariats

Lors de phases précédentes du programme, Oxfam a surtout collaboré avec des ONG et OSC locales ayant de l'expérience dans la mobilisation du public. Au niveau national toutefois, leur influence est limitée. À mesure que le programme se développe, Oxfam doit revoir sa stratégie de partenariat et l'aligner sur l'ambition principale du programme REE-CALL. Pour la prochaine étape du programme, il faudra considérer des types de partenariats différents afin d'amorcer un changement à grande échelle et pour ce faire, collaborer avec des parties prenantes impliquées dans les processus d'élaboration et de mise en œuvre des politiques.

Le programme évolue déjà dans cette direction par le biais de partenariats avec PRAN Dairy (une grande entreprise laitière du Bangladesh), l'université BRAC (qui dispose d'un centre d'étude sur la résilience au changement climatique), BIID (un grand nom de la consultance dans le secteur des TIC) et le Bangladesh Livestock Research Institute (une organisation gouvernementale dédiée à la recherche sur l'élevage).

Liens avec d'autres programmes d'Oxfam

Le programme REE-CALL contribue à la campagne CULTIVONS d'Oxfam avec des activités au niveau macroéconomique visant un changement politique en matière de production agricole. Le programme répond aussi à la priorité régionale d'Oxfam en Asie de renforcement de la résilience des communautés locales. Il soutient en outre les cadres stratégiques de programme d'Oxfam, en particulier en matière d'autonomisation économique des femmes. Plusieurs éléments et approches du programme peuvent être partagés et répliqués à des fins d'apprentissage, notamment le soutien aux organisations communautaires, l'implication du secteur privé dans les processus de réduction de la pauvreté, les programmes de résilience en milieux ruraux et urbains, le leadership économique des femmes et les produits d'assurance innovants.

Innovation

Dans le cadre du programme REE-CALL, Oxfam a testé une méthode de suivi et d'évaluation qui permettrait de capturer les perspectives des femmes quant aux changements nécessaires dans leur vie, de les analyser et les intégrer à la gestion de projet et à l'apprentissage. Ce suivi fut l'occasion d'en apprendre plus concernant l'utilisation des technologies mobiles dans le cadre du suivi, de l'évaluation, de la redevabilité et de l'apprentissage au-delà des enquêtes quantitatives.

À cet effet, 26 tablettes avec une connexion à la 3G ont été distribuées à des groupes de femmes dans 16 districts. Les groupes ont appris à publier leurs témoignages et déclarations sur Facebook. En 2015 à l'occasion d'une évaluation, 81 % des femmes interrogées estimaient que le projet les avait aidées à renforcer leurs compétences, leur confiance en elles et leur pouvoir. Presque tous les groupes ont déclaré avoir été mis en contact avec les autorités locales afin de faire pression pour que leurs problèmes les plus pressants soient traités.

Si le pilote a constitué un bon point de départ pour capturer le point de vue des femmes, il n'en demeure pas moins que des développements sont nécessaires afin mettre en place un système de suivi solide. En effet, les membres de l'équipe estiment que les publications Facebook ne reflètent que 5 à 10 % des changements réellement vécus par les femmes grâce au programme. Cela peut venir d'un problème de compréhension quant aux types de changements dont il fallait parler sur le réseau social.

L'évaluation suggère d'inclure, en plus de Facebook, un outil de réflexion qualitative et guidée sur ce qui aiderait les femmes à capturer les changements qu'elles voient s'amorcer. Parmi les raisons qui empêchaient le bon usage des tablettes, on compte l'illettrisme, le manque de confiance en soi, le manque d'accès aux tablettes et le manque de maîtrise. Pour choisir le groupe participant, l'équipe d'Oxfam a ciblé les communautés les plus pauvres et les domaines du projet dans lesquels Oxfam n'avait pas encore investi beaucoup eu égard à la sélection de groupes, manquant par conséquent l'occasion de recueillir tous les avantages tirés de l'utilisation des TIC. Malgré ces difficultés, l'évaluation confirme que les TIC peuvent être utilisées pour suivre l'évolution de l'autonomisation des femmes et que le pilote peut être développé à une plus grande échelle.

RENFORCEMENT DE LA RÉSILIENCE ET LEADERSHIP DES FEMMES AU BANGLADESH

4 Zoom sur...

Le renforcement de la résilience et le leadership des femmes

Le leadership des femmes fait partie intégrante du programme REE-CALL. L'objectif est d'aider les femmes à influencer sur les décisions et par conséquent à élever leur statut socioéconomique et à réduire les violences qui leur sont faites par le biais d'une série d'initiatives, dont certaines ont été introduites suite à des évaluations et bilans. Par ailleurs, le programme REE-CALL a soutenu la formation de groupes de femmes (groupes Adda) au sein d'organisations communautaires. Il a aidé les femmes à développer des activités génératrices de revenu en soutenant la création d'entreprise, via des formations sur les marchés et en les mettant en contact avec des marchés à forte valeur. Le programme a également aidé 4 150 femmes à intégrer des centres de décision locaux, favorisant ainsi un environnement plus propice au leadership et à l'autonomisation des femmes ainsi qu'à l'égalité femmes-hommes.

Le programme comprenait également un volet sur le travail de soin. Une analyse des soins a été conduite en 2015 grâce à un « outil d'analyse rapide des soins »⁴ afin d'explorer les relations établies autour des soins, d'identifier les activités professionnelles des femmes et des hommes, de reconnaître les modèles reposant sur l'identité de genre et d'explorer diverses solutions pour réduire et redistribuer le travail de soin.

Grâce à la combinaison de ces stratégies, le bilan à mi-parcours du programme comme l'étude des « changements les plus importants » ont tous deux conclu que le programme renforce le leadership des femmes. Preuve en est une plus grande prise de conscience, une augmentation des revenus, de la mobilité, du travail en réseau, des compétences dans le processus décisionnel et une influence accrue. En ce qui concerne la participation aux activités économiques, les données finales confirment que 82,4 % des femmes interrogées prenaient part à des activités génératrices de revenu. Au sein des organisations communautaires, les femmes prennent des décisions collectives sur la production, elles gèrent leur comptabilité, elles ont ouvert des comptes en banque et prévoient d'investir leurs économies.

Dans ces organisations locales, les femmes analysent le marché et les risques associés. De plus, Oxfam a constaté de hauts niveaux de décision sur les dépenses, avec 46,1 % des femmes prenant les décisions elles-mêmes. La prise de décision commune sur le revenu du ménage a également augmenté, passant de 20,5 % à 66,3 %. Les données empiriques montrent que les femmes sont entendues au sein du ménage et de la communauté. Cela avait déjà été constaté lors du bilan à mi-parcours selon lequel les femmes

appréciaient beaucoup leur implication récente aux activités de production et sociales et considéraient que cela renforce leur amour-propre et leur confiance en elles.

Les évaluations mettent également en évidence un changement dans la façon dont la communauté perçoit les femmes. On ne considère plus que la participation des femmes, et leur leadership, dans des activités génératrices de revenu ou leur mobilité (accrue) sont un problème. Bien au contraire, ces dernières sont encouragées et reconnues. Tandis que l'acceptation sociale du leadership des femmes augmentait, ces dernières pouvaient user de leur influence sur de nombreux acteurs clés, de la famille au gouvernement local en passant par le secteur privé.

Dans de nombreuses régions, les femmes rejoignent les comités permanents locaux et font entendre leur voix en faveur de leur communauté. Elles ont obtenu des services du gouvernement local qu'ils construisent de petits caniveaux et réparent les routes, et garantissent à la fois une protection sociale pour les personnes handicapées, les femmes les plus pauvres et autres personnes n'y ayant autrement pas droit.

Le programme a par ailleurs enregistré d'importants progrès face aux violences faites aux femmes. Des campagnes d'information régulières sont organisées avec les garçons et les filles d'écoles voisines sur les violences faites aux femmes sous forme de réunions participatives. Les partenaires encouragent aussi les membres de la communauté à devenir des « agents du changement » s'engageant fermement à condamner les violences faites aux femmes et à mobiliser les autres (par le biais de l'approche « Nous pouvons »⁵).

Il est important de noter, toutefois, que tandis que ces changements constituent un pas de géant dans la bonne direction, modifier les structures du pouvoir s'effectuera sur le long terme et requière que les changements s'opèrent aussi aux niveaux institutionnel et politique. Le programme REE-CALL a aidé les membres des organisations locales à diriger des processus de suivi participatifs – y compris des évaluations des risques de vulnérabilité et des audits sociaux – dans le but d'améliorer la gouvernance locale, ce qui leur permettra ensuite d'influencer les décisions concernant leur quotidien.

Malgré tous ces progrès, le programme n'est pas parvenu à exploiter ces changements locaux dans son travail de plaidoyer et d'influence, ce qui a limité son impact à ce stade. Par conséquent, Oxfam prévoit de se pencher sur cette question cruciale dans la prochaine phase du programme REE-CALL (2017-2021).

Pour en savoir plus sur ce programme, consultez :

www.oxfam.org.uk/reecall

RENFORCEMENT DE LA RÉSILIENCE ET LEADERSHIP DES FEMMES AU BANGLADESH

Notes

¹ La phase suivante du programme (REE-CALL 2021) est en cours d'achèvement.

² Bureau statistique du Bangladesh et Banque mondiale. (2010). *Bangladesh – Household Income and Expenditure Survey 2010*. Disponible sur <http://catalog.ihnsn.org/index.php/catalog/2257>

³ ONU Femmes. (2011). *Report on Violence Against Women (VAW) Survey 2011*. Disponible sur <http://evaw-global-database.unwomen.org/en/countries/asia/bangladesh/2011/report-on-violence-against-women-vaw-survey-2011>

⁴ T. Kidder, et al. (2016). *Participatory Methodology: Rapid Care Analysis*. <http://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/participatory-methodology-rapid-care-analysis-620147>

⁵ Oxfam. *Nous pouvons*. Disponible sur <http://policy-practice.oxfam.org.uk/our-work/gender-justice/ending-violence-against-women/we-can>

© Oxfam International, juillet 2017

Ce document a été rédigé par Sarah Barakat. Oxfam remercie Dr. Badi Akhter, Ashish Kumar Bakshi et Dr Khalid Hossain pour leur assistance dans sa réalisation. Ce document fait partie d'une série de textes écrits pour informer et contribuer au débat public sur des problématiques relatives au développement et aux politiques humanitaires.

Pour en savoir plus sur les questions soulevées dans le présent document, veuillez contacter : hkuwabara@oxfam.org.uk

Ce document est protégé par droits d'auteur, mais peut être utilisé librement à des fins de plaidoyer, de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation. Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une permission doit être accordée et des frais peuvent être demandés.

Email policyandpractice@oxfam.org.uk

Les informations contenues dans ce document étaient correctes au moment de la mise sous presse.

Publié par Oxfam GB pour Oxfam International sous l'ISBN 978-1-78748-048-3 en juillet 2017. Oxfam GB, Oxfam House, John Smith Drive, Cowley, Oxford, OX4 2JY, UK.

Traduction et relecture : Barbara Scottu et François Kergoat

Oxfam

Oxfam est une confédération internationale de 20 organisations qui, dans le cadre d'un mouvement mondial pour le changement, travaillent en réseau dans plus de 90 pays, à la construction d'un avenir libéré de l'injustice qu'est la pauvreté. Pour de plus amples informations, veuillez contacter les différents affiliés ou visiter www.oxfam.org

Photo de couverture : Tom Pietrasik/Oxfam

WE
WON'T
LIVE
WITH
POVERTY



OXFAM